

## La France en pointe sur le biocontrôle, une solution qui monte pour sortir des pesticides

[Adeline Haverland Bayer](#) , [BASF](#) , [Bio](#) , [Recherche](#) , [Agrochimie](#)

Publié le 10/09/2020 À 14H30

**A la une Principale solution pour substituer les pesticides de synthèse, le biocontrôle est de plus en plus prisé des agriculteurs. Soutenue par un écosystème favorable, la France occupe une place privilégiée sur ce nouveau marché.**



À l'Inrae, des chercheurs étudient les trichogrammes, des micro-guêpes qui déposent leurs œufs dans ceux du ravageur, comme la pyrale du maïs, pour bloquer son développement.



[Le biocontrôle voit grand](#)

Au cœur de l'été, la nouvelle a fait l'effet d'une bombe : pour aider les betteraviers à lutter contre la jaunisse virale qui ravage les cultures, le gouvernement réautorise, de manière dérogatoire, les néonicotinoïdes. Ces insecticides, accusés d'être nocifs pour les pollinisateurs, sont interdits en France depuis 2018. Face à la polémique, le gouvernement a également annoncé la mobilisation d'un fonds de 5 millions d'euros pour "l'identification

d'alternatives véritablement efficaces". Parmi les solutions à l'étude pour lutter contre cette maladie transmise par les pucerons : le biocontrôle.

Avec 11 % de parts de marché en 2019, cette solution alternative aux pesticides chimiques a franchi une étape symbolique. Le biocontrôle a vu ses ventes progresser de 8,5 % en un an. Son chiffre d'affaires s'élève à 217 millions d'euros en France. Quelque 487 produits de biocontrôle sont désormais disponibles sur le marché français contre 313 il y a trois ans. Ils nécessitent moins d'investissements que les solutions mécaniques et s'inscrivent en parallèle du développement de l'agriculture de précision. "*Le biocontrôle est le chef de file des alternatives aux pesticides traditionnels*", confirme Philippe Michel, le responsable des affaires juridiques de l'Union des industries de la protection des plantes, le syndicat des principales entreprises de l'agrochimie.

Développé depuis plus de vingt ans, le biocontrôle englobe l'ensemble des méthodes de protection des plantes qui se basent sur des mécanismes naturels autour de quatre grandes familles de solutions : "*La première est basée sur les macro-organismes, dont l'exemple le plus connu est la coccinelle pour chasser les pucerons. On trouve également les micro-organismes tels que les bactéries, les médiateurs chimiques comme les phéromones utilisées pour la confusion sexuelle, et enfin les substances végétales ou minérales telles que les champignons et le soufre*", précise Christian Huygues, directeur scientifique à l'Institut national de recherche pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement (Inrae).



### ***La coccinelle prédatrice de pucerons fait partie des solutions de biocontrôle qui ont fait leurs preuves***

En 2019, ces dernières représentaient près de deux tiers des produits de biocontrôle utilisés dans les champs, suivis des médiateurs chimiques (16 % des parts de marché). Les macro-organismes ne représentent que 10 % des solutions et les micro-organismes 9 %. "*Ces chiffres montrent qu'en France, le biocontrôle n'est plus destiné aux agriculteurs bio mais à tous les agriculteurs qui cherchent à réduire leur consommation de pesticides*", observe Benoît Hartmann, le responsable biocontrôle pour le géant allemand de l'agrochimie Bayer qui commercialise cinq de ces produits dans l'Hexagone.

Seul pays de l'Union européenne à disposer d'une définition du biocontrôle dans son arsenal réglementaire, la France est particulièrement bien positionnée dans la recherche d'alternatives naturelles aux pesticides de synthèse. "*Avec les Pays-Bas et la Belgique, la France est le pays qui recourt le plus aux produits de biocontrôle*", confirme Denis Longevialle, le secrétaire

général d'IBMA France, la fédération des entreprises du biocontrôle. *"Il y a une vraie spécificité française sur le sujet"*, confirme Philippe Michel, qui note un engouement particulièrement fort des filiales hexagonales des agrochimistes internationaux, à l'image de [BASF](#) qui utilise 25 % de son budget R & D mondial pour le biocontrôle en France.

## L'Hexagone, un territoire de R & D

La raison ? Un écosystème favorable organisé notamment autour des recherches de l'Inrae. *"Il y a une vraie feuille de route de la recherche pour le biocontrôle qui a, très tôt, fait émerger des start-up et spin-off"*, confirme Jean-Marc Petat, le directeur agriculture durable chez BASF. L'entreprise vient d'ailleurs d'approcher plusieurs jeunes pousses françaises du secteur pour tester leurs produits, comme Amoéba, un spécialiste des amibes pour lutter contre les maladies résistantes aux fongicides. Quelques mois plus tôt, la pépite lyonnaise avait déjà séduit Bayer alors que Corteva, autre géant du secteur, s'est lui rapproché de M2i Life Science, une autre start-up française proposant des phéromones pour substituer les insecticides dans les champs. Ces jeunes pousses comme les laboratoires de recherches des groupes internationaux peuvent financer leur projet grâce au crédit impôt recherche. *"Ce dispositif constitue un vrai avantage pour la recherche française"*, assure Nicolas Fillon, le président de l'ETI française De Sangosse qui, en 2019, a réalisé un chiffre d'affaires de 280 millions d'euros et a installé cinq de ses neuf laboratoires de R & D consacrés aux biosolutions dans l'Hexagone.

À l'image d'Amoeba et de M2i Life Science, c'est à partir des années 2010 que les jeunes pousses françaises ont éclos. *"Cela fait plus de deux décennies que l'on travaille sur le biocontrôle, mais la donne a vraiment changé quand les premières pressions sur l'utilisation des phytosanitaires se sont fait sentir"*, analyse Christian Huygues. Des pressions des consommateurs qui se sont particulièrement exercées sur les cultures de spécialités comme la viticulture et l'arboriculture pour lesquelles le biocontrôle connaît un succès fulgurant. Ces pressions ont été suivies par des contraintes réglementaires. *"Dans le premier plan Écophyto (2008), il était indiqué qu'on devait utiliser des alternatives "si possible". Cette notion ne prenait pas en compte le confort des phytosanitaires, produits efficaces et peu chers, par les agriculteurs"*, ajoute le scientifique. Depuis, une réglementation plus contraignante, symbolisée par le plan Écophyto II+ (2020) qui vise à réduire de 50 % le recours aux pesticides d'ici à 2025, a servi de catalyseur.

Un déclic qui n'a pas encore atteint les producteurs de céréales. Selon une enquête d'IBMA France, le biocontrôle est ignoré dans 72 % des grandes cultures contre 18 % dans la vigne par exemple. *"Les grandes cultures restent le parent pauvre du biocontrôle, car les modalités d'application des produits, la stabilité des méthodes naturelles sont plus difficiles à contrôler. Pourtant, c'est aussi le principal levier pour l'explosion de ce marché"*, note Benoît Hartmann. *"Si l'on ne décloisonne pas les grandes cultures, il sera impossible d'atteindre les objectifs fixés par les différents plans de réduction des pesticides français et européens"*, confirme Nicolas Fillon. Selon IBMA France, 37 solutions dédiées aux grandes cultures devraient être proposées dans les années à venir. Certaines concerneront probablement les herbicides... au premier rang duquel le glyphosate. Mais tous s'accordent pour dire qu'aucune solution de biocontrôle ne pourra remplacer le pesticide le plus vendu en France.